

## LES DÉBUTS DU TÉLÉPHONE DANS L'AIN

*Le téléphone, devenu davantage smartphone, s'est incrusté dans la vie actuelle et il permet de communiquer d'un point à un autre, de par le globe. Quand est-il arrivé à Bourg-en-Bresse et dans l'Ain ?*

### Le projet de Bourg-en-Bresse

Bourg-en-Bresse dispose déjà d'un hôtel des postes et du télégraphe, ouvert le 21 juin 1895, lorsque le Conseil municipal décide, le 9 juillet 1896, pour y installer le téléphone. Il répond ainsi à un « *mouvement de l'opinion en faveur de l'installation à Bourg du service téléphonique.* » Se pouvant être rattaché au circuit de Paris, Lyon, Marseille, la liaison se fera à Lyon qui « *présente cet avantage que, pour les communications avec Paris, Bourg n'aurait ainsi qu'un intermédiaire. La dépense de construction (...) ne sera qu'une avance faite à l'État.* »

L'étude est lancée pour une ligne qui suit la voie de chemin de fer jusqu'à la gare de Bourg et, de là, elle sera souterraine jusqu'à l'hôtel des postes. Impatients, réunis au tribunal de commerce, « *47 négociants et industriels demandent, à Bourg, la création d'un réseau téléphonique et le rattachement de ce réseau au réseau national*<sup>1</sup> ». Ils souhaitent surtout que la ville se décide à financer le projet. Elle accepte et une convention est ensuite signée avec le ministère.



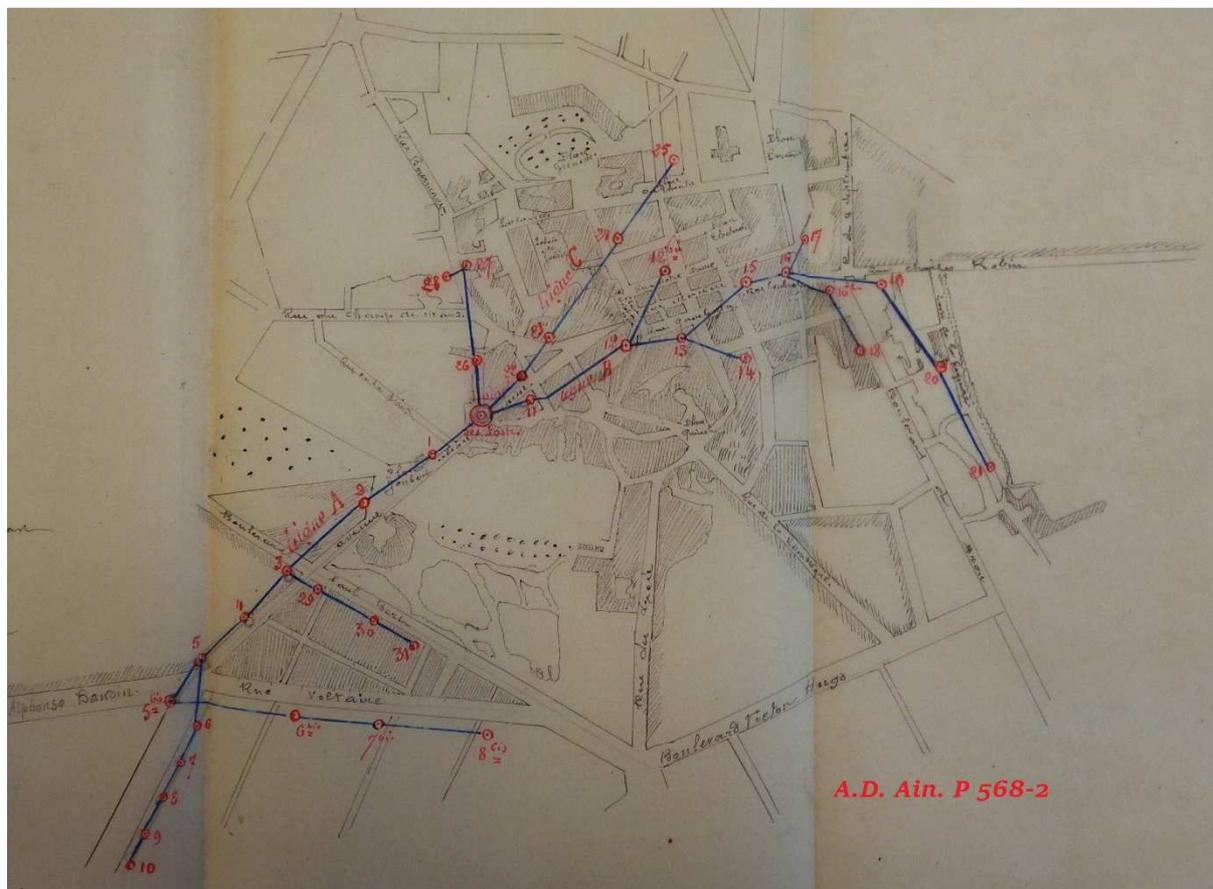
*L'avenue Alsace-Lorraine au début du XX<sup>e</sup> siècle. L'hôtel des postes est surmonté d'une tourelle pour les fils téléphoniques. Collection particulière..*

<sup>1</sup> Pétition évoquée lors du Conseil municipal du 10 janvier 1898. A.D. Ain. Série P - 558-2.

Il faut donc créer le départ du réseau aérien urbain. La ville sollicite l'architecte Tony Ferret pour « dresser un plan, avec devis, de la tourelle destinée à la concentration des fils du réseau téléphonique projeté à Bourg » et lui demande que « son aspect décoratif soit conservé dans la plus large mesure [car] la Ville de Bourg ne craint pas d'engager des dépenses sensiblement supérieures au chiffre du devis prévu<sup>2</sup> ».

Les travaux se terminent et un communiqué de presse annonce que, « à partir du 20 mars 1900, le circuit téléphonique Bourg-Lyon sera ouvert au public au moyen de la cabine téléphonique installée dans la salle d'attente de la recette principale des postes et des télégrammes à Bourg. (...) La liste complète des villes avec lesquelles la recette principale de Bourg pourra établir des communications téléphoniques est déposée au bureau des postes<sup>3</sup>. ».

La ville de Bourg est désormais reliée au circuit national. Il reste à aménager, en fils aériens, le réseau urbain, autorisé depuis le 3 mars par le ministère. Quelques habitants protestent car le plan n'est pas strictement respecté et des isolateurs sont fixés sur leurs murs. Le circuit est complété au printemps 1901 et une cabine téléphonique est installée en gare, en août 1901.



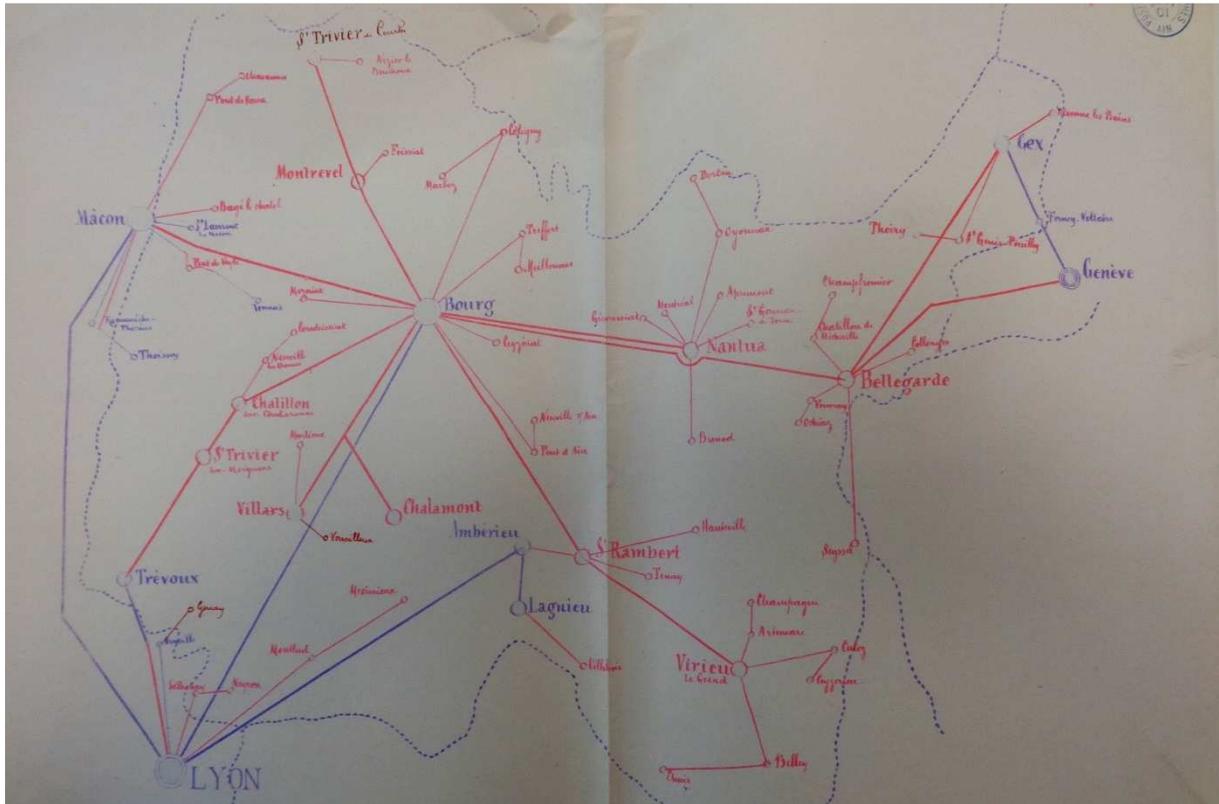
**Plan du réseau téléphonique urbain de Bourg en 1900. Non daté. A.D. Ain. P568-2.**

<sup>2</sup> Conseil municipal du 21 avril 1899.

<sup>3</sup> Des villes de 22 départements sont accessibles. A.D. Ain. Série P - 558-2.

## Un réseau départemental

Le Conseil général de l'Ain s'est décidé, au printemps 1898, pour l'étude d'un réseau départemental. La décision est prise le 25 avril 1900 et le Conseil général a déjà demandé à la ville de Bourg si elle accepterait de s'y intégrer. La ville accepte et ses charges seront transférées au Département. Les communes ont été interrogées et 61 ont demandé leur rattachement en prenant l'engagement d'un financement annuel. Une convention est signée le 9 mars 1901 entre le Département et l'administration des postes.



*Carte du réseau départemental annexé à la convention du 9 mars 1901. A.D. Ain 568-2.*

### Liste des 61 communes

Atemare, Apremont, Bâgé-le-Châtel, Bellegarde, Belley, Bourg, Brénod, Ceyzériat, Ceyzérieu, Chalamont, Champagne, Champfromier, Châtillon-de-Michaille, Châtillon-sur-Chalonne, Chavannes-sur-Reyssouze, Coligny, Collonges, Condeissiat, Culoz, Divonne-les-Bains, Dortan, Foissiat, Géovreissiat, Hauteville, Lhuis, Marboz, Gex, Marlieux, Meillonas, Meximieux, Mézériat, Montluel, Montréal, Montrevél, Nantua, Neuville-les-Dames, Neuville-sur-Ain, Neyron, Ochiaz, Oyonnax, Pont-d'Ain, Pont-de-Vaux, Pont-de-Veyle, Saint-Genis-Pouilly, Saint-Germain-de-Joux, Saint-Nizier-le-Désert, Saint-Rambert, Saint-Trivier-de-Moignans, Saint-Trivier-de-Courtes, Trévoux, Sathonay, Seyssel, Tenay, Thoiry, Treffort, Villars, Villebois, Vouvray, Virieu-le-Grand, Genay, Versailleux. (A.D. Ain. P568-2)

## L'extension du réseau

Les travaux sont entrepris et le réseau évolue en fonction des circonstances locales et des opportunités. Un rapport du 31 décembre 1904 indique que « *les travaux, commencés en 1901, ont été terminés en 1903, à une exception, Chavannes-sur-Reyssouze. (...) À titre d'indication, 66 communes avaient [finalement] adhéré à ce premier réseau.*

*Les études du deuxième réseau ont été entreprises en octobre 1902 [avec] les adhésions définitives de 145 communes<sup>4</sup>. La convention avec l'État a été signée le 29 août 1903. Les travaux ont été commencés au printemps 1904. (...) Ils ont été menés avec célérité. (...) Nous avons organisé un groupement de cinq équipes avec un nombreux personnel ouvrier qui, bien entraîné aux travaux de cette nature, a fourni un rendement maximum. La persistance du beau temps a été un auxiliaire précieux. (...)*

*Ce deuxième réseau, commencé en 1904, comporte la construction de 495 kilomètres de ligne neuve et la pose de 2 050 kilomètres de lignes. Les travaux actuellement terminés comprennent 470 kilomètres de ligne neuve et 1 950 kilomètres de fil. (...)*

*Le nombre de bureaux ouverts au 31 décembre 1903 était de 73. (...) Les recettes suivent une progression constante qui permet d'envisager le remboursement intégral en quelques années seulement. En 1904, il a été ouvert 132 nouveaux bureaux téléphoniques. (...) Il reste 252 communes qui n'ont pas consenti à se faire incorporer dans les réseaux<sup>5</sup>. »*

Le troisième réseau est étudié en avril 1905 et le quatrième, en 1910. Au 23 octobre 1911, 50 des 76 communes, non raccordées, souhaiteraient l'être. Cela ne sera possible que pour 26 d'entre elles, dans un premier temps, dont Granges où un syndicat s'est constitué pour suppléer la commune<sup>6</sup>. C'est la situation à la veille de la Grande Guerre. ■

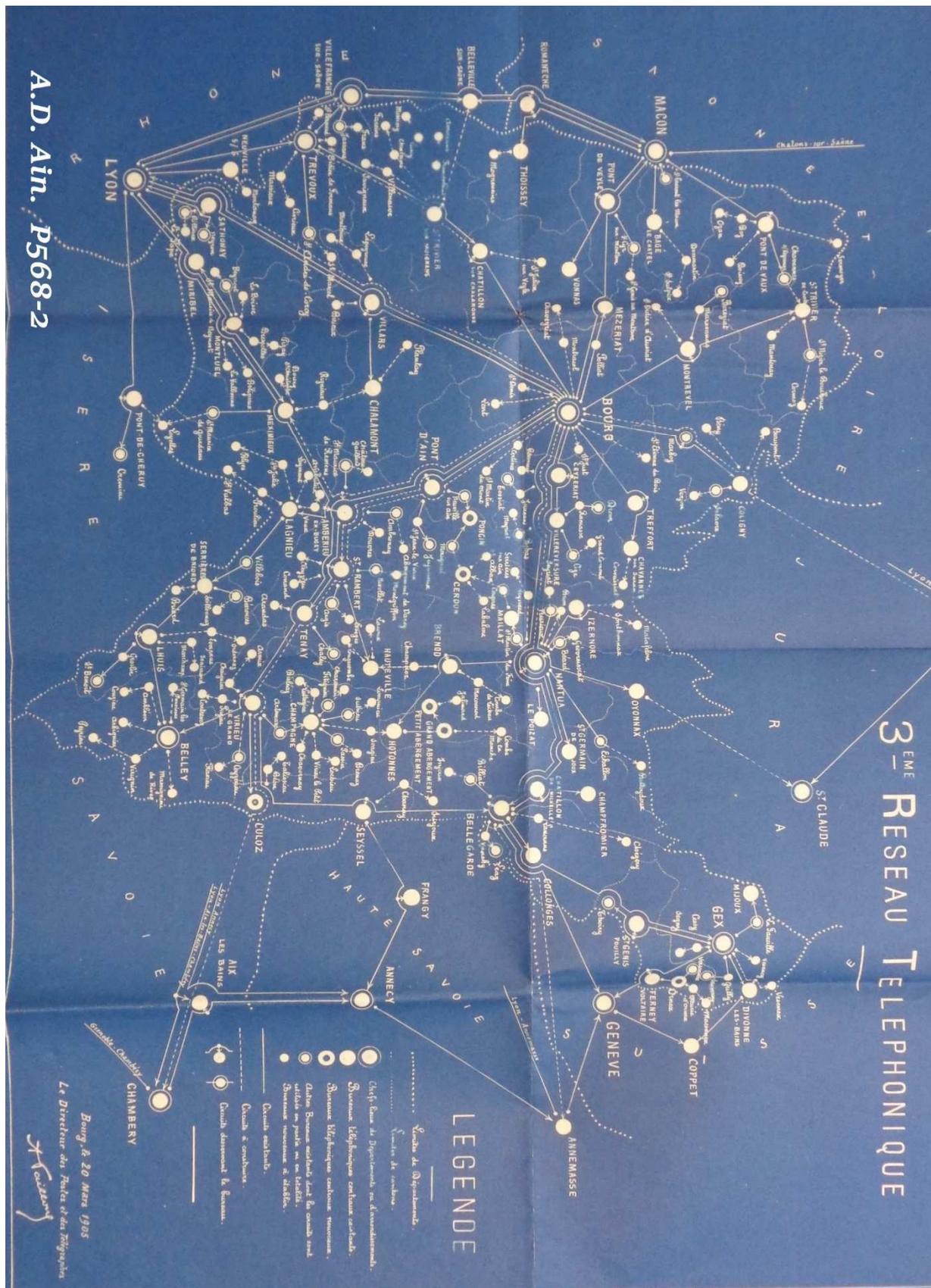


*Des fils téléphoniques, le long de la voie ferrée, en amont de Ceyzériat, au début du XX<sup>e</sup> siècle.*

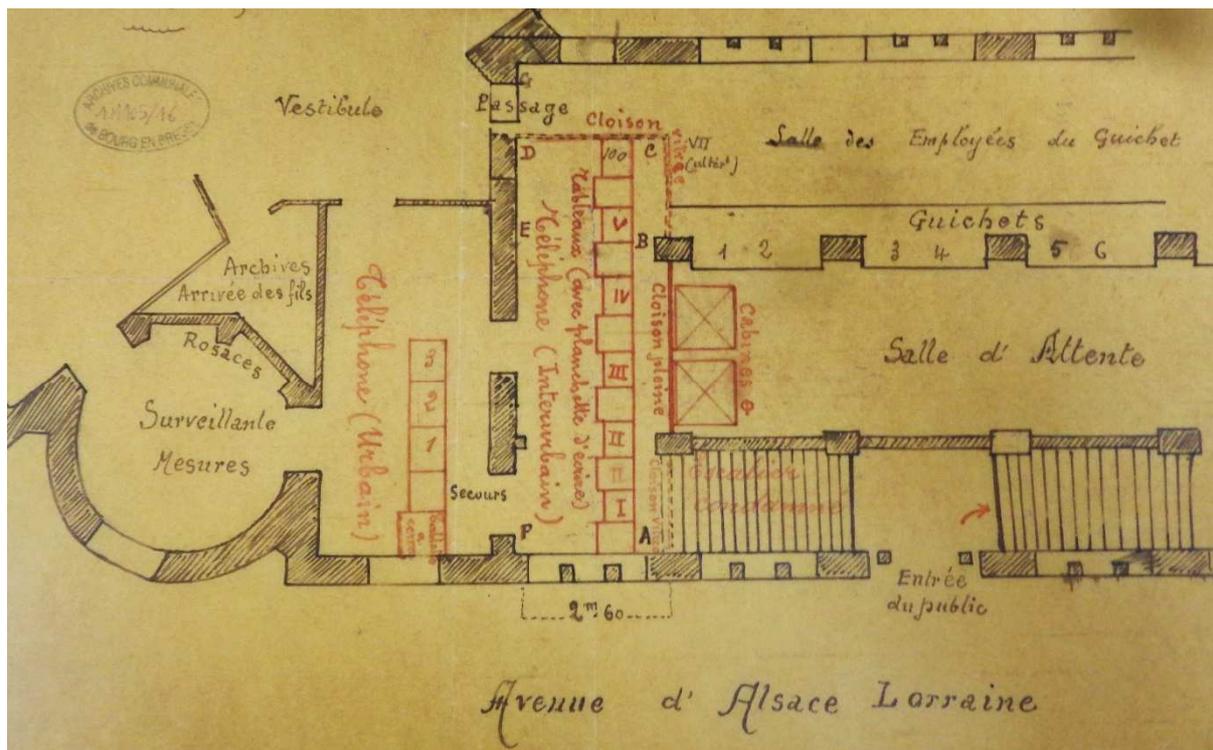
<sup>4</sup> Sur 386 communes consultées, 216 avaient adhéré au 2<sup>e</sup> réseau. Rapport d'août 1903. A.D. Ain. P568-2.

<sup>5</sup> Rapport du directeur au préfet du 22 décembre 1904. (11 pages). A.D. Ain. P568-2.

<sup>6</sup> Rapport au Conseil général de l'Ain, session d'avril 1913. A.D. Ain. P629.



*Le réseau téléphonique dans l'Ain lorsque le 3<sup>ème</sup> réseau sera établi.  
Carte du 20 mars 1905. A.D. Ain. P568-2.*



*Le succès du téléphone a nécessité des cabines supplémentaires à l'hôtel des postes de Bourg. A.M. Bourg-en-Bresse. 1M105-16. Plan du 3 février 1913.*

*En complément, voir les articles de septembre 2019, consacrés à l'hôtel des postes.*